RCS : SALON DE PROVENCE
Code greffe : 1304

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de SALON DE PROVENCE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 00686
Numéro SIREN : 788 765 386
Nom ou dénomination : SME GROUPE

Ce dépôt a été enregistré le 26/04/2021 sous le numéro de dépôt 2286

SME GROUPE

Société par Actions Simplifiée
Au capital de 180.000 EUR
Siège social : 5 bis Voie d'Angleterre - ZAC de l'Anjoly
13127 VITROLLES
788 765 386 RCS SALON DE PROVENCE

RELEVE DES DECISIONS DU PRESIDENT
EN DATE DU 24 AVRIL 2021
SUR DELEGATION DE POUVOIRS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 26 FEVRIER 2021
REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL NON MOTIVEE PAR DES PERTES

L'an deux mille Vingt et Un, le **24 Avril** à 10 heures, **Monsieur Christophe CARMIGNANI**, agissant en qualité de Président de la Société SME GROUPE, a pris les décisions suivantes relatives à la réalisation des opérations de réduction du capital social non motivée par des pertes décidées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du **26 Février 2021**.

LE PRESIDENT EXPOSE :

En date du **26 Février 2021**, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société a :

→ **DECIDÉ** de réduire le capital social de la Société d'un montant maximum de 90.000 euros, en faisant racheter par la Société un nombre maximum de 90.000 de ses propres actions en vue de leur annulation, entraînant une réduction de capital social d'un montant nominal maximum de 90.000 euros, représentant 50,00 % du capital de la Société au regard d'un nombre total d'actions de 180.000 au 31 décembre 2020 ;

→ **AUTORISÉ** à cet effet le Président à formuler auprès des actionnaires de la Société une offre de rachat par la Société d'un nombre maximum de 90.000 de ses propres actions, dans le cadre d'une offre de rachat d'actions faite conformément aux dispositions légales et réglementaires, et notamment à l'article R 225-153 al.1 et al.3 du Code de Commerce ;

→ **FIXÉ** le prix de rachat de chaque action à acquérir auprès des actionnaires dans le cadre de l'offre de rachat à 3,33 EUR, soit un montant global maximum de 300.000 EUR pour l'opération ;

→ **DECIDÉ** que les actions rachetées par la Société en vertu de la présente résolution ne donneront pas droit aux dividendes et acomptes sur dividendes mis en distribution postérieurement à la date d'acquisition par la société et seront annulées dans le délai d'un mois postérieurement à leur acquisition ;

→ **DECIDÉ** que, conformément aux dispositions de l'article R. 225-155 du Code de commerce, dans le cas où les actions qui seraient présentées à l'offre excèderaient le nombre maximum d'actions offertes à l'achat, il sera procédé, pour chaque actionnaire cédant, à une réduction proportionnelle au nombre d'actions dont il justifie être propriétaire, et que, dans le cas où les actions présentées à l'offre n'atteindraient pas le

nombre maximum d'actions précité, la réduction du capital social sera limitée au nombre d'actions dont le rachat aura été demandé ;

→ **PRIS ACTE DE CE QUE**, conformément aux dispositions des articles L. 225-205 et R. 225-152 du Code de commerce, les créanciers de la Société dont les créances est antérieure à la date du dépôt au greffe du procès-verbal de l'assemblée générale du **26/02/2021** pouvaient former opposition à la décision dans un délai de **vingt (20) jours** à compter de cette date ;

→ **DELEGUÉ** tous pouvoirs au Président en vue de réaliser les opérations susvisées, notamment :

- mettre en œuvre l'offre de rachat d'actions selon les modalités décrites ci-dessus ;
- au vu des résultats de l'offre de rachat, (i) arrêter le montant définitif de la réduction de capital ; (ii) procéder pour chaque actionnaire cédant à la réduction proportionnelle du nombre d'actions présentées excédant la limite du montant de la réduction de capital, ou réduire le capital à due concurrence des actions rachetées en procédant à leur annulation, et (iii) constater la réalisation définitive de la réduction de capital correspondante ;
- imputer la différence entre la valeur de rachat des actions acquises dans le cadre de l'offre de rachat d'actions et la valeur nominale des actions annulées sur les postes « primes d'émission, de fusion et d'apport », « réserves ordinaires » ou « report à nouveau », et de manière générale, sur tout poste de primes ou réserves dont la Société a la libre disposition.
- en cas d'opposition des créanciers, prendre toute mesure appropriée, constituer toute sûreté ou exécuter toute décision de justice ordonnant la constitution de garanties ou le remboursement de créances ;
- procéder à la modification corrélative des statuts ;
- procéder à toutes formalités corrélatives aux opérations d'offre de rachat et de réduction de capital ; et plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire, prendre toutes mesures et effectuer toutes les formalités utiles à la réalisation de l'autorisation conférée par la présente résolution.

LE PRESIDENT EXPOSE :

Le procès-verbal d'assemblée des associés en date du **26/02/2021** a été déposée le **26/02/2021** au Greffe du Tribunal de Commerce de SALON DE PROVENCE, faisant courir jusqu'au **18/03/2021** le délai d'opposition de 20 jours permettant aux créanciers de la société SME GROUPE de former opposition, conformément à l'article R.225-152 du code de Commerce.

L'offre de rachat d'actions a été mise en œuvre et adressée aux associés le **26/02/2021** ;

En date du **01/03/2021**, le Président a dressé le résultat de l'offre de rachat d'actions, faisant ressortir que deux associés ont demandé le rachat de leurs titres, à concurrence de 90.000 actions.

En date du **19/03/2021**, le Greffe du tribunal de Commerce de Salon-de-Provence a émis un certificat faisant état de l'absence d'opposition des créanciers ou des tiers à la réduction de capital social non motivée par des pertes dans les **20 jours** après le **26/02/2021**, correspondant à la date de dépôt du projet de réduction de capital social ;

En conséquence suivant acte SSP en date du **31/03/2021** la société a procédé au rachat de 90.000 de ses propres actions au prix de 300.000 EUR auprès desdits associés, en vue de leur annulation.

LE PRESIDENT DECIDE

Sur Délégation de pouvoirs de l'assemblée générale des associés, le Président arrête la réduction de capital social non motivée par des pertes de la société SME GROUPE à la somme de 90.000 EUR par annulation de 90.000 actions d'autocontrôle, acquises au prix de 300.000 EUR.

Cette opération est réalisée :
- par la réduction du capital social à concurrence de 90.000 EUR
- par la réduction du poste « autres réserves » à concurrence de 210.000 EUR.

Le montant total de la réduction (300.000 EUR) vient solder le compte 2772000 - actions propres en voie d'annulation.

Le capital social se trouve ainsi réduit à la somme de **90.000 EUR**, divisé en **90.000 actions** de 1,00 EUR de valeur nominale chacune, entièrement libérées et attribuées aux actionnaires en rémunération de leurs apports.

*** ****

Le Président modifie en conséquence les articles 7 et 8 des statuts, désormais rédigés comme suit :

ARTICLE 7 – Apports (nouvelle rédaction)

7.1 Lors de la constitution

Apport en numéraire

Montant des apports en numéraire : 20.000 EUR

Ladite somme correspondant à la souscription de 20.000 actions de 1 EUR chacune, intégralement libérées, soit pour un total de 20.000 EUR.
Cette somme de 20.000 EUR a été déposée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation ainsi que l'atteste le certificat dépositaire établi par la Banque MONTE PASCHI en date du 11 Octobre 2012 (Compte bancaire numéro 0234 7256 002).

Récapitulation des apports

Apports en numéraire : VINGT MILLE EUR, Ci ..... 20.000 EUR
Total des apports formant le capital social VINGT MILLE EUR, ... 20.000 EUR

7.2 En cours de vie sociale

*En date du **17 Octobre 2012**, l'associé unique a procédé à l'augmentation du capital social par apport en numéraire de la somme de 20.000 EUR et création au pair de 20.000 actions*

nouvelles, portant le capital de 20.000 à 40.000 EUR.

*En date du **21 Mars 2014**, l'assemblée générale extraordinaire a procédé à l'augmentation du capital social par apport en numéraire de la somme de 40.000 EUR et création au pair de 20.000 actions nouvelles, portant le capital de 40.000 à 80.000 EUR.*

*En date du **21 Juillet 2015**, l'assemblée générale extraordinaire a procédé à l'augmentation du capital social par apport en numéraire de la somme de 100.000 EUR et création au pair de 100.000 actions nouvelles, portant le capital de 80.000 à 180.000 EUR.*

*Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire du **26/02/2021** et d'un relevé de décisions du Président en date du **24 Avril 2021**, il a été procédé à l'acquisition par la société en vue de leur annulation de 90.000 actions, entraînant la suppression des titres concernés et la réduction du capital en conséquence pour un montant de (90.000) EUR, le solde de l'opération d'un montant de (210.000) EUR ayant été imputé sur le poste « Autres Réserves ».*

***ARTICLE 8 - Capital social** (nouvelle rédaction)*

*Le capital social est fixé à la somme de **90.000 EUR**. Il est divisé en **90.000** actions d'un euro chacune, numérotées de 1 à 90.000, entièrement souscrites et libérées dans les conditions exposées ci-dessus.*

Le Président donne tous pouvoirs au porteur de copie ou extrait du présent procès-verbal pour accomplir toutes les formalités nécessaires.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent relevé qui, après lecture, a été signé par le Président et reproduit sur le Registre des assemblées de la Société.

LE PRESIDENT
Monsieur Christophe CARMIGNANI

SME GROUPE

Société par Actions Simplifiée
Au capital de 90.000 EUR
Siège social : 5 bis Voie d'Angleterre - ZAC de l'Anjoly
13127 VITROLLES
788 765 386 RCS SALON DE PROVENCE

STATUTS

Mis à jour le 21 Avril 2021

TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE - EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1 - Forme

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts. Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés. Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée.

ARTICLE 2 – Objet

La Société a pour objet, directement ou indirectement :

- → La prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans les entreprises françaises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'animation de celles-ci à travers la participation active à la conduite de la politique du groupe ;
- → Toutes missions de direction générale et technique, la mise à disposition de tout service de gestion administrative, comptable, juridique et financière ;
- → l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion et la mise en valeur de son portefeuille ;

Et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social, ou à tous objets similaires ou connexes ou susceptibles de faciliter l'application et le développement des affaires sociales.

ARTICLE 3 - Dénomination

La dénomination de la Société est : **SME GROUPE**

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement «Société par actions simplifiée» ou des initiales S.A.S et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé **5 bis voie d'Angleterre, ZAC de l'Anjoly, 13127 VITROLLES.**
Il peut être transféré par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

ARTICLE 5 - Durée

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

ARTICLE 6 - Exercice social

L'exercice social commence le **1er janvier et se termine le 31 Décembre** de chaque année

TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 - Apports

7.1 Lors de la constitution

Apport en numéraire

Montant des apports en numéraire : 20.000 EUR

Ladite somme correspondant à la souscription de 20.000 actions de 1 EUR chacune, intégralement libérées, soit pour un total de 20.000 EUR.
Cette somme de 20.000 EUR a été déposée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation ainsi que l'atteste le certificat dépositaire établi par la Banque MONTE PASCHI en date du 11 Octobre 2012 (Compte bancaire numéro 0234 7256 002).

Récapitulation des apports

Apports en numéraire : VINGT MILLE EUR, Ci ..... 20.000 EUR
Total des apports formant le capital social VINGT MILLE EUR, Ci ..... 20.000 EUR

7.2 En cours de vie sociale

En date du 17 Octobre 2012, l'associé unique a procédé à l'augmentation du capital social par apport en numéraire de la somme de 20.000 EUR et création au pair de 20.000 actions nouvelles, portant le capital de 20.000 à 40.000 EUR.

En date du 21 Mars 2014, l'assemblée générale extraordinaire a procédé à l'augmentation du capital social par apport en numéraire de la somme de 40.000 EUR et création au pair de 20.000 actions nouvelles, portant le capital de 40.000 à 80.000 EUR.

En date du 21 Juillet 2015, l'assemblée générale extraordinaire a procédé à l'augmentation du capital social par apport en numéraire de la somme de 100.000 EUR et création au pair de 100.000 actions nouvelles, portant le capital de 80.000 à 180.000 EUR.

Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire du **26/02/2021** et d'un relevé de décisions du Président en date du **21 Avril 2021**, il a été procédé à l'acquisition par la société en vue de leur annulation de 90.000 actions, entraînant la suppression des titres concernés et la réduction du capital en conséquence pour un montant de (90.000) EUR, le

solde de l'opération d'un montant de (210.000) EUR ayant été imputé sur le poste « Autres Réserves ».

ARTICLE 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de **90.000 EUR**. Il est divisé en **90.000** actions d'un euro chacune, numérotées de 1 à 90.000, entièrement souscrites et libérées dans les conditions exposées ci-dessus.

ARTICLE 9 - Comptes courants

Les associés peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en «Comptes courants». Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre l'associé intéressé et le Président de la société. Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

ARTICLE 10 - Modifications du capital social

Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi. Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission. Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes. Les associés peuvent déléguer au les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis.

Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi. Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

TITRE III - ACTIONS

ARTICLE 11 - Indivisibilité des actions - Usufruit

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales.

ARTICLE 12 - Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2 - Les actionnaires ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

3 - Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation.

Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

4 - Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la Société, avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respectives, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

ARTICLE 13 - Forme des valeurs mobilières

La société ne pouvant faire appel public à l'épargne, les valeurs mobilières émises par celle-ci sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet. Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 14 - Libération des actions

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE IV - CESSION - TRANSMISSION - LOCATION D'ACTIONS

ARTICLE 15 - Définitions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

Cession : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en Société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

Action ou **Valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

Opération de reclassement signifie toute opération de reclassement simple des actions de la Société intervenant à l'intérieur de chacun des groupes d'associés, constitué par chaque Société associée et les sociétés ou entités qu'elle contrôle directement ou indirectement au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

ARTICLE 16 - Transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 17 - Agrément des cessions

1. Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société, indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les noms, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

3. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les 90 jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.
Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 18 - Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles des présents statuts sont nulles. Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

TITRE V - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 19 - Président de la Société

Désignation

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision de l'assemblée générale statuant dans les conditions prévues au titre VII. Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Durée des fonctions

Le Président de la Société est nommé sans limitation de durée. La révocation du Président ne peut intervenir que pour un juste motif. Elle est prononcée par décision collective des associés conformément aux dispositions de l'article 25 des statuts. Toute révocation intervenant sans qu'un juste motif soit établi, ouvrira droit à une indemnisation du Président.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des associés.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, le Président ne pourra prendre les décisions suivantes qu'après autorisation préalable du Comité d'Investisseurs:

- Investissements supérieurs à 20.000 EUR HT;
- Acquisition ou cession d'un fonds de commerce d'éléments du fonds de commerce ;
- Prise ou mise en location-gérance d'un fonds de commerce ;
- Acquisition et cession de participations ;
- Octroi de garanties sur l'actif social ;
- Abandon de créances d'un montant supérieur à 10.000 EUR HT.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Représentation de la Société

Le Président représente la Société dans ses rapports avec les tiers à l'égard desquels il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

ARTICLE 20 - Directeur Général

Désignation

Les directeurs Généraux sont désignés par décision de l'assemblée générale statuant dans les conditions prévues au titre VII. Lorsque ce Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Durée des fonctions

Les Directeurs Généraux de la Société sont nommés sans limitation de durée.

Représentation de la Société

Les Directeur Généraux disposent du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.
Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

ARTICLE 21 - Pouvoirs du Président

Le Président peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société et disposent des mêmes pouvoirs.

Il dispose de la signature sociale, donnée par les mots "Pour la Société SME GROUPE- Le Président ", suivis de la signature. Dans leurs rapports avec les tiers, le Président et les directeurs généraux sont investis des pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société et agir en son nom en toute circonstance, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Le Président et les directeurs généraux sont tenus de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ;

TITRE VI - CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 22 - Conventions entre la Société et ses dirigeants

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes ou à défaut, du Président, dans le mois de sa conclusion.

Les Commissaires aux comptes ou le Président, présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice. Les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des

conditions normales sont communiquées au Commissaire aux comptes ou au Président de la société.

Tout associé a le droit d'en obtenir communication. Les interdictions prévues à l'article L225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 23 - Commissaires aux comptes

La nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas. En dehors des cas prévus par la loi, la nomination d'un Commissaire aux comptes peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le Commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi. Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE VII - DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

ARTICLE 24 - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes : transformation de la Société ; modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ; fusion, scission, apport partiel d'actifs ; dissolution ; nomination des Commissaires aux comptes ; nomination, rémunération, révocation du Président et des Directeurs Généraux ; approbation des comptes annuels et affectation des résultats ; approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ; modification des statuts ; nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ; établir et délivrer des consignes de vote à donner au Président en vue de l'approbation des comptes et l'affectation des résultats des sociétés filiales et participations. Le non-respect de ces consignes de vote étant constitutif d'un juste motif de révocation du Président.

ARTICLE 25 - Règles de majorité

Toutes les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote (Majorité absolue).

ARTICLE 26 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés. Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique. Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée, à zéro heure, heure de Paris.

ARTICLE 27 - Assemblées

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation. Toutefois, tout associé disposant de plus de 10% du capital peut demander la convocation d'une assemblée. La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite 15 jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour. Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent. L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Le Président de Séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après.

ARTICLE 28 - Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées.

Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée et par les associés présents. Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les noms, prénoms et qualité du Président de Séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé. En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 29 - Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés 15 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

ARTICLE 30 - Droit de communication des associés

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

TITRE VIII - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DU RESULTATS

ARTICLE 31 - Etablissement et approbation des comptes annuels

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et le cas échéant des rapports du ou des Commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 32 - Affectation et répartition des résultats

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE IX - LIQUIDATION - DISSOLUTION - CONTESTATIONS

ARTICLE 33 - Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux. Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports. Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

TITRE X - DESIGNATION DES ORGANES SOCIAUX

ARTICLE 34 - Nomination des dirigeants

Le Président de la Société est : **Monsieur Christophe CARMIGNANI**, né le 25 Janvier 1969 à MARSEILLE (13), domicilié et demeurant Quartier Fontaube D, 60 A Clos des Tisserands, 13480 CABRIES de nationalité française.

STATUTS MIS A JOUR LE 21 AVRIL 2021
CERTIFIES CONFORMES

LE PRESIDENT
Monsieur Christophe CARMIGNANI